

L'entrepreneuriat : une solution à l'exode des jeunes du Canada atlantique?

Sylvie Berthelot, Johann Vallerand and Yves Robichaud

Number 23-24, Spring–Fall 2007

L'espace rural francophone : perspectives multi/interdisciplinaires

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1005397ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1005397ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Berthelot, S., Vallerand, J. & Robichaud, Y. (2007). L'entrepreneuriat : une solution à l'exode des jeunes du Canada atlantique? *Francophonies d'Amérique*, (23-24), 185–201. <https://doi.org/10.7202/1005397ar>

L'ENTREPRENEURIAT : UNE SOLUTION À L'EXODE DES JEUNES DU CANADA ATLANTIQUE?

Sylvie Berthelot et Johann Vallerand
Université de Moncton
Yves Robichaud
Université Laurentienne

L'économie du savoir est aujourd'hui l'obsession de nombreuses nations. En effet, elle est devenue l'un des principaux enjeux des stratégies de croissance en Europe, en Asie et aux États-Unis. Le Canada n'échappe pas à ce mouvement, ce qui inclut les provinces de l'Atlantique.

Tout comme les précédentes vagues économiques qui ont apporté de nombreuses perturbations sur les plans économique, industriel et commercial, l'ère du savoir, avec ses avantages et ses pièges, profilera une nouvelle distribution de la richesse entre les nations. Le talon d'Achille de l'économie du savoir pour plusieurs pays est celui-ci : être en mesure de créer et de maintenir un bassin de population à haut niveau de connaissances, de compétences et de savoir-faire.

À l'ère du savoir, le besoin de formation et de rétention des connaissances engendre donc de nouveaux paradigmes de recherche. En effet, depuis quelques années, plusieurs recherches (DeVoretz, 1999; Helliwell, 1999; Nadeau, Whewell et Williamson, 2000; Statistique Canada, 2000; Zhao, Drew et Murray, 2000) se sont intéressées à l'un d'entre eux : l'exode des cerveaux.

L'économie du Canada atlantique doit, depuis longtemps, composer avec l'exode des jeunes diplômés vers d'autres régions du Canada ou des États-Unis, ou encore vers d'autres pays (Desjardins, 2005). La présente étude vise à mieux cerner le phénomène d'exode des étudiants et étudiantes universitaires de l'Atlantique à haut potentiel de savoir. Concrètement, la présente étude poursuit les objectifs suivants : 1) relever le taux d'intention de quitter les provinces de l'Atlantique des étudiants et étudiantes universitaires après leurs études; 2) déceler les principaux motifs justifiant le désir de quitter la région; et 3) étant donné le faible taux de grandes entreprises au Canada atlantique, examiner si l'entrepreneuriat pourrait être, du point de vue des étudiants et étudiantes universitaires, une solution viable pour contrer cet exode.

Pour atteindre ces objectifs, nous examinerons les résultats d'une enquête menée par le Consortium sur l'entrepreneuriat des universités du Canada atlantique. Au total, 86 831 étudiants et étudiantes inscrits à un programme universitaire de l'une des 18 universités du Canada atlantique ont été sollicités pour participer à cette enquête. De ce nombre, 11 786 étudiants et étudiantes y ont répondu.

Les résultats des analyses tendent à démontrer que plus de 38 p. 100 des étudiants et étudiantes ayant participé à l'enquête désirent quitter la région du Canada atlantique après leurs études universitaires. Le phénomène serait légèrement plus significatif chez les étudiants de sexe masculin et les étudiants et étudiantes anglophones. Les francophones, pour leur part, semblent afficher une plus grande incertitude quant à leur intention de quitter la région. Quant aux raisons invoquées par les répondants pour quitter la région, les possibilités d'emploi se situent au premier rang, suivies par le désir d'élargir leur horizon. En ce qui concerne l'entrepreneuriat comme solution possible à l'exode dans une région fortement caractérisée par un tissu économique composé essentiellement de petites et moyennes entreprises (PME), cette solution ne semble pas viable dans l'immédiat, compte tenu de l'intérêt affiché par les étudiants et étudiantes sollicités.

La suite de l'article est organisée comme suit. Nous passerons d'abord en revue les écrits pertinents existants, puis nous décrirons la méthodologie de recherche et le processus d'échantillonnage. Nous donnerons ensuite les caractéristiques de l'échantillon retenu aux fins de l'étude et révélerons les principaux résultats, avant de présenter notre conclusion.

Recension des travaux de recherche

Il y a eu passablement de travaux sur l'émergence d'une économie fondée sur le savoir (Beaudin et Breau, 2001; Bowers et Martin, 2000; Gera et Massé, 1996; OCDE, 1996; Polèse et Shearmur, 2002; Thurow, 1999; Visto, 2000). Si les travaux antérieurs n'en viennent toujours pas à un consensus sur la définition même de l'économie du savoir et sur sa véritable portée dans l'activité économique, certains éléments clés émergent clairement de cette économie : pour une nation, la principale source de création de richesse réside désormais dans son savoir et ses compétences (Porter, 1990). Et, pour de nombreux pays, ces nouveaux enjeux représentent l'avantage concurrentiel de demain. À titre d'exemple, on estime que plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB) des grandes économies de l'OCDE repose maintenant sur le savoir (OCDE, 1996). En fait, dans cette compétition touchant l'économie du savoir

dans les pays industrialisés, l'un des éléments clés est de posséder une main-d'œuvre hautement qualifiée. Mario Polèse et Richard Sheamur (2002) abondent dans ce sens en soutenant que le niveau de compétitivité d'une forte proportion d'entreprises du Québec et des Provinces maritimes dépend d'abord de la qualité de la main-d'œuvre.

Naturellement, pour atteindre à un haut niveau de main-d'œuvre qualifiée, on se tourne vers les institutions de haut savoir : les universités. Le phénomène est très présent au Canada. Pour être dans la course, le gouvernement canadien et les gouvernements provinciaux misent, en effet, beaucoup sur leurs institutions de savoir. À titre d'exemple, les dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux dans l'éducation postsecondaire se chiffraient, en 2005, à plus de 27,7 milliards de dollars, soit environ 2,1 p. 100 du PIB (AUA, 2006). Au Canada atlantique, on parle d'investissements de plus de 1,9 milliard de dollars, soit environ 2,5 p. 100 du PIB régional (AUA, 2006). Ce financement représente une proportion plus élevée du PIB que la moyenne nationale. Cet investissement dans le capital humain est extrêmement important, comme le souligne l'OCDE (1996), qui affirme que l'investissement dans le capital humain devient un élément déterminant pour assurer une croissance économique soutenue et pour réduire les inégalités sociales.

Malgré ces investissements importants, les provinces de l'Atlantique, comme plusieurs autres régions éloignées des grands centres urbains, n'arrivent bien souvent pas à combler leur besoin de main-d'œuvre qualifiée (Beaudin et Breau, 2001). En effet, elles font actuellement face à de nombreux problèmes quant à l'évolution démographique et au développement économique (Desjardins, 2005). Outre le déclin des populations rurales et le manque d'investissements, l'Atlantique souffre d'une pénurie de main-d'œuvre qui serait en partie expliquée par l'exode de sa population vers d'autres provinces du Canada, vers les États-Unis et vers d'autres pays. De plus, la région n'accueille qu'une minime portion des immigrants qui viennent au Canada et il faut savoir les retenir, ce qui constitue un problème important. Dans ce nouveau contexte d'économie du savoir où des investissements importants sont consentis afin de former de la main-d'œuvre, l'exode des jeunes diplômés universitaires est un élément hautement important qui mérite d'être examiné et mieux compris. Dans cette perspective, les deux premiers objectifs poursuivis par cette étude sont les suivants : 1) relever le taux d'intention de quitter les provinces de l'Atlantique des étudiants et étudiantes universitaires après leurs études; et 2) déterminer les principaux motifs justifiant le désir de quitter la région.

Plusieurs initiatives stratégiques ont été élaborées afin de retenir la population active et d'attirer une main-d'œuvre qualifiée dans les

provinces de l'Atlantique. Parmi celles-ci, une solution mise de l'avant est la voie de l'entrepreneuriat. Soulignons qu'au Canada, les PME (moins de 100 employés) représentent 98 p. 100 des entreprises (Industrie Canada, 2006a). Parmi elles, les très petites entreprises (moins de 5 employés) sont les plus nombreuses, soit 57 p. 100 du total des entreprises (2006a). Une étude récente (Industrie Canada, 2006b) révèle que les petites entreprises (moins de 100 employés) ont été à l'origine de la création de 748 000 emplois pour la période de 1993 à 2003. En Europe, les PME offrent plus de la moitié des emplois et, aux États-Unis, au moins 30 p. 100 (OCDE, 1996). Elles jouent donc un rôle prépondérant dans la création d'emplois, le développement économique et la croissance. Les résultats d'une vaste étude sur l'entrepreneuriat dans le monde, sous le patronage du Global Entrepreneurship Monitor (GEM), ont d'ailleurs montré la relation étroite entre la croissance économique et l'entrepreneuriat (Peterson, Riverin et Kleiman, 2001). De plus, le GEM classe le Canada parmi les pays entrepreneurs par rapport aux populations des autres pays. Le Canada occupe la 10^e position parmi les 34 pays ayant participé au projet de GEM 2004 (Riverin *et al.*, 2004). Toutefois, on remarque que le nombre d'entrepreneurs augmente à mesure qu'on se déplace vers l'ouest du Canada. C'est dans les provinces de l'Ouest canadien que l'on retrouve le plus de nouvelles entreprises; suivent le Québec, l'Ontario et les provinces de l'est du Canada.

Pour que l'initiative stratégique de l'entrepreneuriat puisse fonctionner, il faut par ailleurs que les étudiants et étudiantes du postsecondaire s'y intéressent. D'où le troisième objectif de l'étude qui vise à examiner si l'entrepreneuriat pourrait être, du point de vue des étudiants et étudiantes universitaires, une solution viable à l'exode. Les recherches d'Erkko Autio, de Robert H. Keeley, de Magnus Klofsten et de Thomas Ulfsted (1997) ont démontré la très grande sensibilité des étudiants et étudiantes à l'image que répandaient les universités relativement à la trajectoire d'une carrière d'entrepreneur. Pour stimuler la création d'entreprises chez les étudiants et étudiantes universitaires, il devient important pour les universités de stimuler et d'encourager ces derniers à emprunter les chemins de l'entrepreneuriat. En ce sens, l'étude de Josée Audet (2004) sur les perceptions des étudiants universitaires du désir et de la faisabilité de se lancer en affaires a démontré des différences significatives si les étudiants avaient suivi un cours en entrepreneuriat. Ces cours et la perception positive de l'entrepreneuriat seraient donc des éléments importants du développement de l'esprit entrepreneurial chez les étudiants et étudiantes du postsecondaire.

Ces résultats concordent en tout point avec les travaux antérieurs plus généraux portant sur le développement de l'entrepreneuriat. En effet,

l'étude de GEM a relevé neuf aspects de l'entrepreneuriat qu'il faut maîtriser pour favoriser le développement économique : le support financier, les politiques gouvernementales, les programmes gouvernementaux, le transfert de la recherche, l'éducation et la formation, les barrières à l'entrée, les infrastructures physiques et les normes culturelles et sociales.

Bien que l'examen de ces points déborde le cadre de cette étude, mentionnons que des experts interrogés sur ces facteurs lors d'une étude qualitative (Riverin, 2001) considèrent que le support financier, l'éducation entrepreneuriale et la promotion de la culture entrepreneuriale sont les trois domaines d'intervention à favoriser pour soutenir l'entrepreneuriat. Par exemple, pour le volet de l'éducation entrepreneuriale, l'étude de Nathaly Riverin (2001) révèle que les intervenants ont été unanimes à affirmer que l'éducation, en commençant à la base, c'est-à-dire dans les établissements primaires, secondaires et collégiaux, constitue un élément essentiel à la sensibilisation des jeunes à une carrière entrepreneuriale. Deuxièmement, tous s'accordent pour dire que la culture sociétale est de plus en plus favorable à l'entrepreneuriat et que le geste de se lancer en affaires de nos jours est respecté et valorisé dans la société. Quant au support financier, très peu d'études l'ont documenté dans les provinces de l'Est.

Méthodologie et échantillon

Méthodologie

Pour atteindre les objectifs visés, la présente étude utilise les données recueillies dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population étudiante des 18 universités du Canada atlantique. Le questionnaire ayant servi à l'enquête a été testé, au préalable, auprès de 20 étudiants anglophones dans sa version anglaise et de 34 étudiants francophones dans sa version française. De plus, on a demandé à certains professeurs spécialisés dans le domaine de l'entrepreneuriat, familiers avec la méthodologie de recherche ou totalement éloignés de ce domaine et de cette méthodologie de recherche, de livrer leur opinion, en vue d'évaluer la validité du contenu de l'étude ainsi que la convivialité de réponse du questionnaire.

Le questionnaire a été distribué sur une base anonyme par l'intermédiaire d'un site Internet (également testé, au préalable, auprès de quelques étudiants) dans 17 universités et par courrier interne en format papier dans une université. Dans le cadre des questionnaires distribués par l'intermédiaire d'un site Internet, quatre courriels sollicitant la participation des étudiants ont été envoyés. Pour accroître le taux de

participation, les courriels sollicitant la participation des répondants ainsi que la lettre accompagnant le questionnaire en format papier (dans le cadre d'une université) faisaient état de l'octroi au hasard d'une bourse de 500 \$ et de deux bourses de 250 \$ parmi les répondants. Pour participer à ce concours, les répondants devaient inscrire leur numéro d'étudiant dans un espace intercalé à la fin du questionnaire. Une fois le tirage au sort effectué, ces numéros ont été retirés de la base de données utilisée aux fins d'analyses statistiques.

Échantillon

Au total, 71 746 des 86 831 étudiants inscrits à l'une des 18 universités du Canada atlantique ont été sollicités par courriel ou par le courrier interne de l'établissement, ce qui représente 86,63 p. 100 de leur population étudiante. Or, 11 786 étudiants ont répondu au questionnaire, ce qui représente un taux de 16,43 p. 100.

Résultats

Analyse descriptive

Le tableau 1, qui suit, présente les statistiques descriptives des répondants. La partie A présente la distribution des étudiants et des étudiantes selon la discipline de leur programme d'études. Tel qu'on peut le constater, les disciplines qui semblent davantage susciter l'intérêt des étudiants et étudiantes sont les arts et les sciences humaines et sociales (30,2 p. 100), les sciences (17,7 p. 100) et l'administration des affaires (16 p. 100). Notons que les étudiants (21,4 p. 100) semblent davantage s'intéresser à la discipline de l'administration des affaires que les étudiantes (13,5 p. 100). La partie B du tableau 1 présente la distribution des étudiants et étudiantes selon le programme universitaire auquel ils sont inscrits. On constate que la majorité est inscrite à des programmes de baccalauréat (84,9 p. 100 des étudiants et 87,1 p. 100 des étudiantes). La partie C du tableau 1, quant à elle, montre l'âge similaire des étudiants et étudiantes fréquentant les universités du Canada atlantique. Ils et elles ont en moyenne 22,6 ans. Notons que les étudiantes sont toutefois beaucoup plus nombreuses que les étudiants et représentent plus de 68,5 p. 100 des répondants. Après vérification auprès de certaines universités, ce pourcentage semble représentatif de la clientèle des 18 universités du Canada atlantique.

Tableau 1
Statistiques descriptives de l'échantillon¹

Partie A : Disciplines						
	Étudiants		Étudiantes		Totaux	
	N	%	N	%	N	%
Architecture/plan. urbaine/rurale	237	6,5	457	5,7	694	6,0
Arts, sciences humaines et sociales	867	23,7	2 644	33,2	3 511	30,2
Administration des affaires / gestion	782	21,4	1 074	13,5	1 856	16,0
Informatique	243	6,7	75	0,9	318	2,7
Dentisterie	14	0,4	50	0,6	64	0,6
Éducation	120	3,3	508	6,4	628	5,4
Ingénierie	416	11,4	147	1,89	563	4,9
Foresterie et études envir.	74	2,0	107	1,3	181	1,6
Droit	49	1,3	89	1,1	138	1,2
Médecine	39	1,1	84	1,1	123	1,1
Professions de la santé	167	4,6	975	12,3	1 142	9,8
Relations publiques	11	0,3	78	1,0	89	0,8
Sciences	558	15,3	1 494	18,8	2 052	17,7
Théologie	24	0,7	38	0,5	62	0,5
Autres	52	1,4	141	1,8	193	1,7

Partie B : Programmes universitaires						
		Certificats	Baccalauréat	Maîtrise	Ph.D. ou équiv.	Autres
Étudiants	N	90	3 104	352	86	24
	%	2,5	84,9	9,6	2,4	0,7
Étudiantes	N	220	6 929	611	128	69
	%	2,76	87,08	7,68	1,61	0,87

Partie C : Âge				
	Nombre	Pourcentage	Moyenne	Écart-type
Étudiants	3 652	31,5	22,6	5,3
Étudiantes	7 927	68,5	22,6	5,9

Note :

1. Les différences observées entre la taille de l'échantillon aux fins de l'étude (11 627) et le nombre de réponses incluses dans le tableau 1 représentent les données manquantes relatives à ces questions.

Analyse des résultats

Le tableau 2 présente l'intention des étudiants et étudiantes de quitter la région du Canada atlantique selon le sexe et selon la langue. Les résultats montrent que globalement 38,2 p. 100 des étudiants et étudiantes disent vouloir quitter cette région une fois leurs études universitaires terminées. Cette intention est sensiblement plus élevée chez les étudiants de sexe masculin (42,2 p. 100) que chez les étudiantes (36,5 p. 100). Elle est également plus élevée parmi les anglophones : 39,5 p. 100 par rapport à 23,3 p. 100 du côté des francophones.

Tableau 2
Intention de quitter la région du Canada atlantique

	Non		Oui		Ne sais pas	
	N	%	N	%	N	%
Total	6 797	58,6	4 431	38,2	378	3,3
Étudiants	1 964	54,1	1 531	42,2	135	3,7
Étudiantes	4 778	60,5	2 878	36,5	239	3,0
Anglophones	6 018	59,9	3 951	39,5	80	0,8
Francophones	451	47,6	221	23,3	276	29,1
Autres	277	52,3	235	44,3	18	3,4

Quant aux raisons invoquées (annexe A) pour justifier l'intention de quitter le Canada atlantique, les possibilités d'emploi arrivent au premier rang (38,1 p. 100), suivies par le désir d'élargir son horizon (16,7 p. 100) et la poursuite des études (8,5 p. 100). Viennent, par après, les considérations relatives au retour dans sa région d'origine (5,7 p. 100), les salaires peu élevés (5,5 p. 100) et le rapprochement de la famille (3,9 p. 100). La distribution des raisons invoquées pour expliquer l'intention de quitter la région du Canada atlantique est sensiblement la même, peu important le sexe et la langue maternelle.

Quant aux intérêts professionnels après l'obtention d'un diplôme universitaire (annexe B), les étudiants et étudiantes semblent privilégier la poursuite de leurs études (moyenne de 3,8 sur une échelle allant de 1 [représentant un très faible intérêt] à 5 [représentant un intérêt très élevé]). Leur second choix s'avère la possibilité de travailler pour un gouvernement (moyenne de 3,3), suivie de très près par la possibilité de travailler pour une grande entreprise (moyenne de 3,2). Les possibilités de carrière liées de plus près à l'entrepreneuriat, telles que la possibilité d'acquérir ou d'hériter une entreprise, celle de la diriger tout en travaillant

ailleurs et celle de lancer sa propre entreprise, se retrouvent avec les pointages les plus bas (moyennes respectives de 2,0 de 2,1 et de 2,5). Ainsi, de façon générale, l'entrepreneuriat ne semble pas susciter l'intérêt marqué des diplômés universitaires. On remarque, par ailleurs, un intérêt plus marqué chez les étudiants de sexe masculin, à la lumière des réponses relatives aux possibilités de travailler pour une petite entreprise, d'exercer une profession libérale de façon autonome, de lancer sa propre entreprise, d'acquérir une entreprise existante ou d'en hériter et même de diriger sa propre entreprise tout en occupant un emploi à plein temps ailleurs. Les étudiantes montrent un intérêt plus prononcé pour la possibilité de travailler pour un organisme à but non lucratif, de travailler pour un gouvernement ou de poursuivre leurs études. Par ailleurs, très peu de différences semblent distinguer les étudiants et étudiantes anglophones et francophones.

L'annexe C présente les résultats des réponses obtenues à une question demandant aux étudiants et étudiantes d'indiquer les trois principaux éléments recherchés dans le cadre de leur futur emploi. Dans l'ensemble, les résultats indiquent que l'élément présentant le plus grand intérêt est la sécurité financière. Par après, viennent les considérations relatives à la stimulation sur le plan intellectuel, à la possibilité d'être créatif et à la dynamique du milieu de travail. Hormis la sécurité financière, soulignons que les autres éléments se présentent généralement dans une carrière entrepreneuriale. Des différences importantes semblent par ailleurs prendre place entre les étudiants et les étudiantes ainsi qu'entre les anglophones et les francophones. Les étudiantes semblent accorder davantage d'importance à la stimulation sur le plan intellectuel et à un milieu de travail dynamique et en collaboration, alors que les étudiants semblent davantage privilégier l'absence de supervision, les perspectives de promotion, le salaire de départ élevé et la possibilité d'administrer. À l'exception du salaire de départ élevé, les éléments recherchés par les étudiants sont généralement présents dans des carrières entrepreneuriales. En ce qui concerne les différences entre anglophones et francophones, les premiers semblent accorder beaucoup plus d'importance à la possibilité d'être créatif, à l'absence de supervision étroite et à la sécurité financière. De leur côté, les étudiants et étudiantes francophones privilégient la stimulation sur le plan intellectuel, un milieu de travail dynamique et basé sur la collaboration ainsi que la possibilité d'exercer des responsabilités. Hormis la sécurité financière, tous ces éléments sont généralement présents dans des carrières entrepreneuriales.

Dans le but d'évaluer leur perception de l'entrepreneuriat, le tableau 3 présente les résultats d'une question demandant aux étudiants et étudiantes d'indiquer, sur une échelle de 1 à 5, s'ils étaient fortement en

désaccord ou en accord avec les énoncés présentés dans ce tableau. Globalement, les étudiants et étudiantes ayant l'intention de quitter le Canada atlantique après leurs études perçoivent d'une manière moins positive l'entrepreneuriat. Le test de Scheffé a été effectué et ces différences sont significativement différentes à un seuil d'erreur de 0,05. Dans l'ensemble, toutefois, l'entrepreneuriat ne semble pas mal perçu par les étudiants et étudiantes.

Tableau 3
Perception de l'entrepreneuriat

	Intention de rester	Intention de quitter	Indécis
L'apport des entrepreneurs à la société est positif	4,2	4,1	4,2
Les entrepreneurs sont admirés dans la société	3,7	3,6	3,7
Devenir entrepreneur est un bon choix de carrière	3,6	3,5	3,7
Les universités devraient consacrer des ressources au développement de l'entrepreneuriat	3,9	3,7	4,0
L'entrepreneuriat devrait faire partie de tous les programmes universitaires menant à un diplôme	2,9	2,7	3,3

Enfin, le tableau 4 permet de constater que les étudiants et étudiantes universitaires semblent peu exposés à l'entrepreneuriat. Une forte majorité d'entre eux (69,9 p. 100) indiquent n'avoir jamais été exposés à l'entrepreneuriat pendant leurs études universitaires et près de 73 p. 100 d'entre eux ont indiqué qu'ils n'avaient pas eu l'occasion d'acquérir des connaissances nécessaires pour démarrer une entreprise dans le cadre de leurs études universitaires. Par contre, 38,6 p. 100 d'entre eux ont indiqué qu'ils s'étaient inscrits à des cours en administration. Les différences observées entre les étudiants et étudiantes ayant l'intention de quitter le Canada atlantique et ceux ayant l'intention de rester ne sont pas très élevées. Celle se rapportant à la question portant sur l'inscription à des cours en administration est toutefois statistiquement significative selon un seuil d'erreur de 5 p. 100. Les étudiants et étudiantes qui ont l'intention de rester au Canada atlantique ont significativement suivi davantage de cours dans le domaine de l'administration.

Tableau 4
Exposition à l'entrepreneuriat

	Intention de rester		Intention de quitter		Indécis	
	N	%	N	%	N	%
Exposé/e à l'entrepreneuriat durant les études universitaires	2 032	30,1	1 350	30,6	125	33,2
Possibilité d'acquérir des connaissances nécessaires pour démarrer une entreprise	1 841	27,3	1 173	26,6	110	29,3
Inscrit ou inscrite à des cours d'administration	2 603	38,6	1 598	36,3	144	38,3

Conclusion

La présente étude visait à relever le taux d'intention de quitter les provinces de l'Atlantique des étudiants et étudiantes universitaires après leurs études, à découvrir les principaux motifs justifiant le désir de quitter la région et à examiner si l'entrepreneuriat pourrait être, du point de vue des étudiants et étudiantes universitaires, une solution viable pour contrer le mouvement d'exode. Les résultats de nos analyses démontrent que 38,2 p. 100 des étudiants et étudiantes interrogés déclarent vouloir quitter la région du Canada atlantique après avoir complété leurs études universitaires. Les principales raisons justifiant cette intention de quitter sont les possibilités d'emploi, la possibilité d'élargir leur horizon et le désir de poursuivre leurs études. Quant à l'entrepreneuriat en tant que solution viable pour contrer ce mouvement d'exode, les résultats de nos analyses démontrent que l'entrepreneuriat, perçu positivement par les étudiants et étudiantes, occupe les derniers rangs dans leurs intérêts de carrière. Ces résultats s'expliquent peut-être par le peu d'exposition à l'entrepreneuriat et le peu d'occasions de suivre des cours en entrepreneuriat ou en administration. En effet, près de 70 p. 100 déclarent ne pas avoir été exposés à l'entrepreneuriat et près de 73 p. 100 déclarent ne pas avoir eu la chance d'acquérir les connaissances nécessaires pour démarrer une entreprise. Par rapport aux travaux antérieurs (Riverin, 2001), ces résultats portent à croire que des efforts importants doivent être consentis par les universités avant que l'entrepreneuriat devienne une solution viable pour contrer l'exode des étudiants et étudiantes universitaires de la région du Canada atlantique.

Les résultats de la présente recherche soulèvent d'importants questionnements quant aux mécanismes que doivent mettre en place les universités et les autorités gouvernementales afin qu'en découle une forte culture entrepreneuriale et que l'entrepreneuriat non seulement contre l'exode des étudiants et étudiantes universitaires, mais favorise le développement économique et la prise de position du Canada atlantique dans la nouvelle ère du savoir. Des recherches futures devraient permettre de déterminer les mécanismes les plus prometteurs en ce sens, ou de relever ceux qui ont déjà fait leurs preuves dans des régions ayant les mêmes caractéristiques que le Canada atlantique. Dans la même veine, il serait également intéressant d'examiner les résultats des efforts de développement de l'entrepreneuriat dans des universités offrant aux étudiants et étudiantes une forte exposition à l'entrepreneuriat, une très grande accessibilité à des cours fournissant des connaissances nécessaires au démarrage d'entreprise, ainsi que l'accès facilité à des cours dans le domaine de l'administration. Bien que ces solutions soient mises de l'avant, très peu d'études empiriques ont, jusqu'à maintenant, documenté les résultats de ces efforts.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS DE L'ATLANTIQUE (AUA) (2006), *Brillons ensemble : l'impact économique des universités des provinces atlantiques*, sommaire de rapport, Halifax, (mars), [En ligne], [<http://atlanticuniversities.ca/AbsPage.aspx?siteid=1&lang=1&id=6>] (18 juillet 2007).
- AUDET, Josée (2004), « A Longitudinal Study of Entrepreneurial Intentions of University Students », *Academy of Entrepreneurship Journal*, vol. 10, n^{os} 1 et 2, p. 3-16.
- AUTIO, Erkko *et al.* (1997), « Entrepreneurial Intent among Students: Testing an Intent Model in Asia, Scandinavia and in the USA », *Frontiers of Entrepreneurship Research*, [En ligne], [<http://www.babson.edu/entrep/fer/papers97/autio/aut1.htm>] (17 juillet 2007).
- BEAUDIN, Maurice, et Sébastien BREAU (2001), *L'emploi, les compétences et l'économie du savoir au Canada atlantique*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional.

- BOWERS, Norman, et John P. MARTIN (2000), « La mobilité de l'emploi dans la "nouvelle économie" », *L'Observateur OCDE*, (décembre), [En ligne], [http://www.observateur.ocde.org/news/fullstory.php/aid/191/La_mobilite%20de_%20emploi_dans_la_nouvelle_%20economie_.html] (17 juillet 2007).
- DESJARDINS, Pierre-Marcel (2005), *Un profil socioéconomique du Canada atlantique : les caractéristiques des régions rurales et urbaines et leurs implications pour les politiques publiques*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional.
- DEVORETZ, Don (1999), « The Brain Drain is Real and it Costs us », *Options politiques = Policy Options*, vol. 20, n° 7 (septembre), p. 18-24.
- GERA, Surendra, et Philippe MASSÉ (1996), *Performance de l'emploi dans l'économie du savoir*, Ottawa, Industrie Canada, document de travail n° 14 (octobre).
- HELLIWELL, John F. (1999), « Checking the Brain Drain: Evidence and Implications », *Options politiques = Policy Options*, vol. 20, n° 7 (septembre), p. 6-17.
- INDUSTRIE CANADA (2006a), « Principales statistiques relatives aux petites entreprises », Ottawa, [En ligne], [<http://www.strategis.ga.ca/statistiquespe>] (24 septembre 2007).
- INDUSTRIE CANADA (2006b), *Le processus de croissance des entreprises : la création d'emplois selon l'âge des entreprises. Projet sur les entreprises en croissance : Rapport de la phase IV*, réalisé par David Halabisky, Ottawa, Direction générale de la politique de la petite entreprise, Industrie Canada, (novembre).
- NADEAU, Serge, Lori WHEWELL et Shane WILLIAMSON (2000), « La question de l'exode des cerveaux », *Isuma*, revue canadienne de recherche sur les politiques, vol. 7, n° 1 (printemps), p. 154-157.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE) (1996), « Mise en œuvre d'une stratégie de coopération de l'entrepreneuriat au Canada : le cas de la région de l'Atlantique », avec la collaboration de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APÉCA), rapport réalisé par Lois Stevenson, Paris, OCDE.
- PETERSON, Rein, Nathaly RIVERIN et Robert KLEIMAN (2001), *Global Entrepreneurship Monitor: 2000 Canadian National Executive Report*, Toronto, GEM et Schulich School of Business, York University.
- POLÈSE, Mario, et Richard SHEARMUR (2002), *La périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*, avec la collaboration de Pierre-Marcel Desjardins et de Marc Johnson, Montréal, Institut national de la recherche scientifique (INRS)-Urbanisation, Culture et Société; Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional.
- PORTER, Michael E. (1990), *The Competitive Advantage of Nations*, New York, The Free Press.
- RIVERIN, Nathaly (2001), « L'entrepreneuriat au Québec : ce que les experts en pensent », *Organisations et Territoires*, vol. 10, n° 1 (hiver), p. 5-14.
- RIVERIN, Nathaly et al. (2004), *Global Entrepreneurship Monitor: 2004 Global Report*, Montréal, Chaire d'entrepreneuriat Rogers-Bombardier.

- THUROW, Lester C. (1999), *Building Wealth: The New Rules for Individuals, Companies, and Nations in a Knowledge-Based Economy*, New York, HarperCollins Publishers.
- VISCO, Ignazio (2000), « La nouvelle économie : mythe ou réalité? », *L'Observateur OCDE*, décembre, [En ligne], [http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/187/La_nouvelle_%E9conomie_:_mythe_ou_r%E9alit%E9__.html] (18 juillet 2007).
- ZHAO, John, Doug DREW et T. Scott MURRAY (2000), « Exode et afflux de cerveaux : migration des travailleurs du savoir en provenance ou à destination du Canada », *Revue industrielle de l'éducation*, vol. 6, n° 3, p. 8-37.

Annexe A

Raisons invoquées pour quitter la région du Canada atlantique

	Total		Étudiants		Étudiantes		Anglophones		Francophones		Autres	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Possibilités d'emploi	1 645	38,1	615	41,1	1 024	36,5	1 479	38,4	79	36,1	81	35,4
Possibilité d'élargir les horizons	719	16,7	211	14,1	505	18,0	665	17,3	39	17,8	14	6,1
Poursuivre des études	368	8,5	105	7,0	263	9,4	324	8,4	21	9,6	23	10,0
Retourner dans la région d'origine	245	5,7	70	4,7	175	6,2	199	5,7	16	7,3	28	12,2
Salaires peu élevés	236	5,5	87	5,8	150	5,3	221	5,7	12	5,5	3	1,3
Se rapprocher de la famille	168	3,9	40	2,7	128	4,6	157	4,1	6	2,7	4	1,8
Préfère la vie urbaine	130	3,0	48	3,2	81	2,9	112	2,9	7	3,2	11	4,8
N'aime pas le climat	77	1,8	33	2,2	44	1,6	70	1,8	2	0,9	4	1,8
Profil de carrière	55	1,3	25	1,7	30	1,1	52	1,4	0	0	3	1,3
Préfère le Canada central ou l'Ouest canadien	48	1,1	9	0,6	38	1,4	43	1,1	4	1,8	1	0,4
N'aime pas la région	44	1,0	25	1,7	19	0,7	36	0,9	1	0,5	7	3,1
Ne sais pas	198	4,6	73	4,9	125	4,5	174	4,5	9	4,1	15	6,6
Autres	382	8,8	157	10,5	225	8,0	322	8,4	22	10,5	35	15,3

Annexe B
Intérêts professionnels

	Total		Étudiants		Étudiantes		Anglophones		Francophones		Autres	
	N	Moy.	N	Moy.	N	Moy.	N	Moy.	N	Moy.	N	Moy.
Travailler pour une petite entreprise	11 636	2,6	3 648	2,8	7 928	2,6	10 066	2,6	949	2,5	533	2,8
Travailler pour une grande entreprise	11 633	3,2	3 643	3,4	7 928	3,1	10 061	3,1	951	3,2	533	3,7
Travailler pour un organisme à but non lucratif	11 594	2,6	3 644	2,5	7 890	2,7	10 029	2,7	944	2,6	534	2,9
Travailler pour un gouvernement	11 602	3,3	3 640	3,3	7 901	3,4	10 034	3,3	949	3,8	531	3,2
Exercer une profession libérale de façon autonome	11 607	2,9	3 644	3,2	7 902	2,8	10 040	2,9	947	2,7	533	3,1
Lancer ma propre entreprise	11 629	2,5	3 649	2,9	7 918	2,4	10 059	2,5	948	2,5	534	3,0
Acquérir une entreprise existante ou en hériter	11 614	2,0	3 643	2,3	7 909	1,9	10 046	2,0	949	1,9	531	2,3
Diriger ma propre entreprise tout en occupant un emploi à plein temps ailleurs	11 610	2,1	3 639	2,5	7 909	2,0	10 045	2,1	948	2,2	531	2,7
Poursuivre mes études	11 656	3,8	3 657	3,7	7 937	3,9	10 086	3,9	949	3,5	533	3,6

Annexe C
Facteurs influençant les choix de carrière

	Total		Étudiants		Étudiantes		Anglophones		Francophones		Autres	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Possibilité d'être créatif et original	11 627	41,9	1 554	42,4	3 321	41,7	4 318	42,6	347	36,5	206	38,2
Absence de supervision étroite	11 627	18,3	780	21,3	1 350	17,0	1 891	18,7	141	14,8	103	19,1
Possibilité d'exercer des responsabilités	11 627	27,6	895	24,4	2 310	29,0	2 754	27,2	312	32,8	133	24,7
Sécurité financière	11 627	60,5	2 190	59,8	4 863	60,9	6 205	61,2	544	57,2	298	55,3
Possibilité d'acquérir une formation	11 627	12,3	423	11,6	1 012	12,7	1 158	11,4	137	14,4	139	25,8
Perspectives de promotion	11 627	14,2	679	18,5	972	12,2	1 424	14,1	136	14,3	99	18,4
Salaire de départ élevé	11 627	20,2	931	25,4	1 416	17,8	2 039	20,1	171	18,0	129	23,9
Emploi stimulant sur le plan intellectuel	11 627	47,0	1 568	42,8	3 891	48,9	4 761	47,0	516	54,3	187	34,7
Milieu dynamique et travail en collaboration	11 627	36,9	1 139	31,1	3 146	39,5	3 587	35,4	505	53,1	189	35,1
Possibilité d'administrer	11 627	9,5	467	12,8	633	8,0	903	8,9	100	10,5	101	18,7